



Social et Médico-Social

Nos métiers sont essentiels :

Salaires, primes et financements de nos services

Toutes et tous en grève le 17 septembre



En dépit d'une utilité sociale, une nouvelle fois démontrée, au service des plus fragiles et de la cohésion sociale lors de la crise de la COVID 19, les métiers et les établissements du social et du médico-social apparaissent une nouvelle fois comme la dernière préoccupation des services de l'Etat. **Le financement ou le non financement de la prime COVID pour les salariés du secteur vient une nouvelle fois l'illustrer de manière flagrante.** Au-delà des effets d'annonce, **le gouvernement n'a débloqué aucun financement dédié** et laisse à chaque acteur institutionnel la possibilité de financer ou pas cette prime.

Le Conseil Départemental de la Vienne a refusé de s'engager à financer cette prime pour les services de sa compétence lors de la rencontre du 1er juillet entre l'intersyndicale SUD/CGT et le Conseil Départemental de la Vienne. Ce choix est d'autant plus surprenant que nos voisins (conseils départementaux de Charente, des Deux Sèvres) eux s'y sont engagés!!!

Localement, il en résulte **une pagaille jamais vue** dans le social et le médico-social : La prime COVID est octroyée à certains et pas à d'autres, parfois pour des salariés de même association voir de même service, intervenants auprès de même public, selon la provenance du financement de leur poste, selon que leur association accepte ou non d'engager ses fonds propres ou ses excédents.



Cette situation est inacceptable : Nos métiers méritent mieux que ce mépris. **Nous exigeons que le Conseil Départemental de la Vienne s'engage à ce que la prime soit versée à tous les salariés des services dont il a la compétence.**

Rassemblement le 17 septembre à 10h devant le Conseil départemental de la vienne.

(Café, Prise de parole, discussions...)

Nous rejoindrons ensuite en cortège la manifestation interprofessionnelle contre la politique anti-sociale du gouvernement (Retraites, assurance chômage...)

Nous revendiquons une identité combative du travail social et médico-social. Cette journée de grève doit être l'occasion de porter une nouvelle fois les revendications des collectifs et des organisations syndicales :

- ✓ Avoir des moyens adaptés aux besoins, avec des financements à la hauteur (Conseil départemental, ARS, Etat)
- ✓ Assurer des dispositifs et des services publics de solidarité de qualité
- ✓ Avoir des conditions de travail qui respectent notre santé et le sens de nos interventions
- ✓ Revendiquer des conventions collectives de haut niveau (Y compris pour l'aide à domicile)
- ✓ Augmenter nos salaires, en priorité les bas salaires, en haussant de manière immédiate la valeur du point
- ✓ Donner les moyens pour une formation des étudiant-es en travail social avec une gratification de stage, une reconnaissance immédiate au niveau licence des diplômes d'Etat validés par 3 ans de formation
- ✓ Abandon du projet de réingénierie de l'ensemble des métiers du social.